

Bruxelles : le SP.A veut une Ville-Région

- Le président du SP.A, John Crombez, et son ministre bruxellois, Pascal Smet, veulent révolutionner Bruxelles.
- Fini les 19 communes, place à une grande ville et sa vingtaine d'arrondissements. Utopie ? « Nous ouvrons le débat avec un projet clair. »

Une entité

Oubliez la Ville de Bruxelles, son conseil communal, ses échelons : dans les vœux du SP.A, Bruxelles est totalement unifiée. Les 19 communes sont supprimées, place à la Ville-Région, qui épousera le même territoire (hors, donc, les communes à facilités). Elle aura son propre parlement, baptisé Conseil de la région urbaine. La représentation flamande au sein de ce parlement reste garantie. Le parlement restera donc 69 membres, dont 13 néerlandophones (contre 72 membres, dont 17 néerlandophones, actuellement). La Ville-Région aura aussi son exécutif, il sera composé de huit ministres (ministre-président compris), dont trois néerlandophones. Actuellement, la région compte quatre ministres (dont deux Flamands) et trois secrétaires d'Etat (dont une Flamande). Aux élections, la règle obligatoire sera la présentation de listes bilingues, et le droit de vote sera étendu à tous les citoyens de l'Union européenne. Conséquence logique de cette grande fusion : les budgets sont également réunis, soit un montant de 9,4 milliards d'euros. Le SP.A estime toutefois qu'avec les synergies produites, Bruxelles économisera chaque année 940 millions d'euros. Le projet socialiste flamand signe aussi la fin des intercommunales : elles sont transformées en agences qui dépendent de la Ville-Région.

BERNARD DEMONTY

Une vingtaine d'arrondissements

Les communes disparaissent, mais la présence locale n'est pas effacée pour autant. Le projet des socialistes flamands prévoit la création d'une vingtaine d'arrondissements. Ils n'épouseront pas les frontières des communes actuelles, mais leur création tentera de préserver une homogénéité sur le plan socio-économique et socio-démographique, tout en épousant des frontières physiques (voies ferrées, canal, ring). Le nombre d'habitants de chaque arrondissement sera globalement identique. L'arrondissement aura des compétences très locales, comme la propreté, la sécurité dans le quartier (il y aura au moins un commissariat), l'embellissement, l'écologie ou la vie communautaire et associative. L'arrondissement aura aussi une fonction consultative au niveau de la Ville-Région sur tous les dossiers locaux. Ces arrondissements seront dotés d'un exécutif composé de trois personnes et d'un président d'arrondissement, qui ne pourront cumuler ces fonctions avec un mandat au sein de la Ville-Région. Toute personne résidant dans l'arrondissement depuis au moins trois ans aura le droit de vote pour élire l'exécutif.

B.DY

le projet « Pas une prise de pouvoir flamande »

ENTRETIEN

Le président du SPA, John Crombez, et l'homme fort du parti à Bruxelles, Pascal Smet, ministre de la Mobilité, défendent leur projet bruxellois. Fusion des communes, des zones de police, création d'arrondissements, rien que ça ! Utopie ?

Pour réaliser votre projet bruxellois, il faudra l'accord du PS, du MR, voire d'autres partis francophones. Ce n'est pas gagné.

Pascal Smet. Il y a une nouvelle génération à Bruxelles, une génération que je n'appelle pas « francophone », mais des Bruxellois qui parlent français. Et en leur sein, il y a une demande de changement, d'une bonne gestion, peu importe la langue. On doit sortir des anciennes pensées. A Bruxelles, nous sommes tous des Bruxellois. Et les Bruxellois, je le pense, partagent nos idées.

Mais prenons la fusion des communes, des zones de police. Les partis francophones sont contre. Il n'y a pas de majorité pour votre projet bruxellois.

John Crombez. Avant l'été, tout le monde voulait, francophones et néerlandophones, une réforme des structures à Bruxelles (avec le Samusocial, NDLR). Rien ne se passe.

Voilà : même ça, on n'y arrive pas.

Alors une grande réforme...

P.S. Il ne faut pas douter de la démocratie. Il y a suffisamment de gens élus qui veulent le changement, qui disent qu'on ne peut plus continuer comme ça. Francophones et néerlandophones. Récemment, un bourgmestre bruxellois m'a dit qu'il était favorable à la fusion des communes. On est en fin de régime. Aujourd'hui, nous avons une génération politique qui a grandi avec le Bruxelles de 1989 (date de la création de la Région, NDLR). Trente ans plus tard, cette génération ne va pas abolir elle-même cet édifice. Il appartient aujourd'hui aux gens de cette ville de construire la ville.

Mais il faut aussi l'accord du fédéral. Vous la voyez, au fédéral, cette nouvelle génération ?

J.C. Ce que nous voulons, c'est lancer un débat pour que le dialogue commence.

P.S. Vous savez, en Allemagne de l'Est, tout le monde disait que le Mur allait rester. Un jour, le Mur est tombé. Parce que le peuple a dit « ça suffit ». Et le monde politique aussi. Et à Bruxelles, tant chez les gens que dans la nouvelle génération politique, je vois une demande de changement. Si on laisse voter les francophones librement, il y aura une majorité pour une seule Ville-Région. Parce que je pense que si les partis refusent actuellement la fusion des

communes ou des zones de police, c'est parce qu'ils ont des bourgmestres, et je le comprends. Mais la jeune génération pense autrement. Nous sommes conscients qu'il faut tenir compte des réalités et procéder par étapes. On ne va pas faire cela en un jour. Mais il faut savoir où on veut aller, et garder cet objectif.

J.C. Les Bruxellois veulent le changement. Faut-il appliquer exactement, littéralement, ce que nous demandons aujourd'hui ? Non, le débat est ouvert. Mais si on dit : « On connaît le problème, mais ce sera trop difficile à régler du point de vue politique », alors on ne fait rien.

P.S. C'est la première fois aujourd'hui qu'il y a sur la table une proposition concrète pour l'organisation de Bruxelles, au-delà d'un slogan.

Mais vous ne réglerez pas ce problème depuis Bruxelles, il faudra un accord au fédéral...

P.S. J'insiste : ce que nous proposons, ce n'est pas communautaire.

Qu'on l'aime ou non, comme toujours dans les dossiers bruxellois, cela va prendre une dimension communautaire. Cela va être perçu comme : « Les Flamands veulent prendre le pouvoir à Bruxelles. » On voit déjà Olivier Maingain nous appeler après la publication de ces lignes.

P.S. Nous lui répondrons que nous proposons des listes bilingues et un gouvernement de huit ministres, dont cinq francophones. Notre projet n'est pas communautaire. Il n'y a dans notre projet aucune prise de pouvoir des Flamands à Bruxelles.

J.C. Et si Maingain s'oppose, ce ne sera pas pour des raisons de contenu, mais idéologiques. J'espère que les journalistes se concentreront sur le contenu, et pas sur les petites phrases de l'un ou de l'autre.

Dans votre projet de ville bilingue, il n'y a plus de double majorité francophones-Flamands ?

P.S. Ce sera l'exception. Pour les matières vraiment liées à la personne ou à la langue, on pourrait encore prévoir une double majorité.

Il faut une réforme de l'État.

P.S. Oui, et peut-être que la prochaine réforme de l'État peut enfin porter sur l'organisation de Bruxelles. C'est primordial pour l'avenir de la ville. Parce que la dernière réforme de l'État, c'était seulement un chèque.

Ce n'est pas un peu le confédéralisme que vous proposez là ?

J.C. C'est un modèle qui part des Régions, mais c'est souple, transparent, et avec peu de mandats. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

Trois langues

Pour les socialistes flamands, le bipôle français-néerlandais à Bruxelles est d'un autre temps. L'avenir, c'est le trilinguisme. Le français et le néerlandais resteraient les deux langues administratives, mais l'anglais doit également faire sa place. Pour le SPA, la langue de Shakespeare doit être utilisée « de manière fonctionnelle comme langue de contact », un concept à définir plus clairement mais qui postule une place en retrait par rapport au français et au néerlandais, mais une place

désormais officielle.

Un seul CPAS

Puisque les communes disparaissent, il n'y a pas de raison, estiment les socialistes flamands, de maintenir 19 CPAS. Il n'y en aura plus qu'un. Pour le citoyen bruxellois, cela faciliterait les formalités : « Une inscription, un dossier centralisé, une politique harmonisée. »

B.DY

Une participation citoyenne

Le projet pour Bruxelles des socialistes flamands entend intégrer davantage le citoyen au processus de décision. C'est particulièrement marqué à l'échelon de la vingtaine d'arrondissements qui seront créés pour maintenir une proximité avec le citoyen. On l'a dit, ces arrondissements disposeront d'un exécutif de trois personnes, des personnalités politiques. Mais au sein des arrondissements, une assemblée d'une vingtaine de personnes sera créée, sur la base d'un tirage au sort. Ce Conseil de

citoyens sera chargé de faire des propositions à l'exécutif et exercera aussi un contrôle sur ces mandataires. Si un projet du conseil est rejeté par l'exécutif, les citoyens pourront faire réexaminer le dossier par la Ville-Région. Au-delà de la participation citoyenne, les dirigeants du SPA insistent aussi sur la réduction du nombre de représentants politiques : dans leur modèle, il n'y en aurait plus que 197 contre... 958 actuellement.

B.DY